

LICENCIEMENT ILLÉGAL

La loi italienne accorde aux étrangers la même protection qu'aux citoyens italiens en cas de licenciement illégal.



Pour savoir si votre licenciement était illégal, vous devez d'abord savoir ce que l'on entend par là et quelles sont les conditions requises pour considérer un licenciement comme légal :

- Le licenciement n'est valable que s'il est communiqué **par écrit** à l'employé.
- le licenciement n'est légitime que s'il existe une « **cause juste** » ou un « **motif justifié** », c'est-à-dire que le licenciement doit être justifié par un comportement particulièrement grave de l'employé ou par une raison spécifique.

LA « CAUSE JUSTE »

Il s'agit d'un ou de plusieurs comportements de la part de l'employé qui ne permettent pas à la relation de travail de se poursuivre, car il n'y a plus de confiance entre lui et l'employeur (par exemple, absence injustifiée du lieu de travail, menaces contre l'employeur ou les collègues, infractions commises sur le lieu de travail...).

Dans ce cas, l'employeur n'est pas tenu d'informer le travailleur à l'avance de la date du licenciement (préavis).

LE « MOTIF JUSTIFIÉ »

Il peut être

- **subjectif** : un manquement aux obligations contractuelles par le salarié
- **objectif** : raisons (principalement économiques) liées à la production, à l'organisation et au fonctionnement de l'entreprise.

Dans les deux cas, l'employeur doit informer le salarié à l'avance de la date de licenciement (préavis).

IL EXISTE DES SITUATIONS DANS LESQUELLES LE LICENCIEMENT EST CONSIDÉRÉ COMME ILLÉGAL :

LICENCIEMENT À L'OCCASION D'UN MARIAGE

Si vous êtes une femme, vous ne pouvez pas être licenciée pendant la période comprise entre la date de publication dans la commune du mariage et un an après la célébration du mariage.

Le licenciement est considéré comme discriminatoire lorsqu'il est déterminé par des raisons liées à :

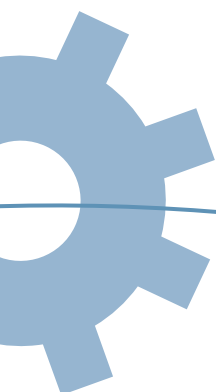
- l'orientation politique/religieuse ;
- L'origine ;
- la langue ;
- le sexe ;
- l'âge ;
- l'orientation sexuelle ;
- les convictions personnelles ;
- l'état physique (par exemple, un handicap) ;
- l'affiliation et l'activité syndicales (par exemple, l'affiliation à une organisation syndicale de travailleurs).

LICENCIEMENT POUR VIOLATION DE LA MATERNITÉ/PATERNITÉ :

Si vous êtes salariée, vous ne pouvez pas être licenciée du début de la période de grossesse jusqu'à ce que l'enfant ait un an.

Pour les deux parents, il y a une interdiction de licenciement pendant le congé de paternité, pendant la durée de ce congé jusqu'à ce que l'enfant ait un an.

L'interdiction de licenciement s'applique également en cas d'adoption et d'accueil, en cas d'utilisation du congé de maternité et de paternité, jusqu'à un an après l'arrivée de l'enfant dans le ménage.



DANS CE CAS, LE TRAVAILLEUR A DROIT À :

1 RÉINTÉGRATION

être réintégré dans son emploi ou recevoir une indemnité de 15 mois de salaire calculée sur le dernier salaire.

2 INDEMNISATION

recevoir une somme égale à la rémunération qui n'a pas été perçue au cours de la période du licenciement à la réintégration et - dans tous les cas - pas moins de 5 mois.

3 COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE ET D'AIDE SOCIALE

le paiement des cotisations pour la période allant du licenciement à la réintégration.

S'OPPOSER AU LICENCIEMENT

Si les conditions d'un licenciement légal ne sont pas remplies ou si vous pensez que votre licenciement est illégal, vous pouvez vous opposer au licenciement.

Voici comment :

- vous devez envoyer à l'employeur un document appelé « recours » dans les 60 jours suivant la notification du licenciement.

- vous devez demander à un juge du travail de déclarer le licenciement illégal ou proposer à l'employeur une conciliation/arbitrage, dans un délai de 180 jours.

Vous pouvez contacter le **syndicat** de votre région pour savoir s'il existe des raisons de considérer votre licenciement comme abusif, ou pour obtenir de l'aide dans les différentes démarches.



QUI CONTACTER ?

LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS

Les syndicats de travailleurs sont des associations qui représentent et défendent les intérêts des travailleurs.

Vous pouvez vous adresser à un **syndicat** pour :

- demander des informations, même anonymes, sur vos droits : contrat, horaires de travail, congés, autorisations d'absence et vacances, vérification de votre fiche de paie, santé et sécurité, etc.
- recevoir une assistance juridique pour faire valoir vos droits. En outre, grâce aux services promus par le syndicat, vous pouvez obtenir :
 - Assistance fiscale auprès des **CAF**
 - Assistance en matière d'accidents, de maladies professionnelles, de pensions, de chômage, etc. auprès d'un service du **Patronat**.

Projet cofinancé par



Contenu développé dans le cadre du projet
«Engaging Pakistani Diaspora in Italy for
promoting Decent Work in Pakistan»



International
Labour
Organization

Grâce au Fond caritatif et d'œuvres sociales et culturelles de Intesa Sanpaolo